

Les relations entre la Chine et les Coréées : une interdépendance pesante

Historiquement, la Chine a toujours exercé un magistère politique et culturel sur le royaume de Corée. Cette relation tributaire, affaiblie par le déclin de la dynastie Qing, s'est achevée brutalement au XIX^e siècle avec l'affirmation du Japon de Meiji et la bascule de la Corée sous le joug japonais jusqu'en 1945. La partition de la Corée puis la guerre de Corée (1950-1953) ont vu l'affrontement Est/Ouest s'exprimer jusqu'en Asie. La division coréenne, symbolisée par la zone démilitarisée et le 38^e parallèle séparant la péninsule, perdure. On peut encore percevoir l'existence d'un bloc Chine-Corée du Nord-Russie face à un bloc États-Unis-Corée du Sud-Japon. Toutefois l'histoire a laissé des traces et les nationalismes chinois et coréens se mobilisent régulièrement pour stigmatiser le Japon, éternel agresseur. Aujourd'hui, une diaspora coréenne de deux millions de personnes est établie dans le Nord-Est de la Chine dans les provinces de Jilin et du Liaoning constituant une « petite » Corée.

La fin de la Guerre froide a vu l'interdépendance économique remplacer l'idéologie comme facteur structurant l'Asie orientale, notamment les relations de la Chine avec ses voisins coréens. Toutefois, la géopolitique ne perd pas ses droits, faisant obstacle à une Corée réunifiée dont la Chine craint trop qu'elle soit inspirée par les États-Unis et dont ceux-ci redoutent qu'elle gravite dans l'orbite chinoise.

La Chine et la Corée du Sud : des relations compliquées par le « facteur américain »

La normalisation diplomatique entre Pékin et Séoul en 1992 marque l'intérêt chinois pour un voisin sud-coréen dont le développement économique accéléré et le processus d'industrialisation étatique constituaient un modèle. Cette évolution s'est faite au détriment de la relation prévalant entre la Chine et la Corée du Nord, partenaire suspicieux et instable. Kim Il-sung, fondateur et dirigeant de la République démocratique de Corée du Nord de 1948 à 1994, voyait le rapprochement sino-sud-coréen comme trahissant les idéaux socialistes.

Depuis les années 2000, la Chine est un partenaire commercial majeur pour Séoul et la destination principale des investissements directs sud-coréens. La Chine investit également de plus en plus dans le secteur des biens

culturels tandis que la Corée du Sud est la première destination touristique chinoise. Cette situation suscite des questions quant à l'influence du développement de la puissance chinoise sur le Traité mutuel de défense et de coopération signé entre Séoul et les États-Unis en 1953. Symbolisé par la présence de 28 000 soldats américains sur son sol, son objectif affiché est la prévention d'une attaque nord-coréenne. La Chine perçoit ce traité comme dirigé contre elle, particulièrement depuis l'installation en 2017 de batteries antimissiles américaines *THAAD*. *Terminal High Altitude Area Defense*, en Corée, Pékin redoute que les radars du dispositif, d'une portée de 1 000 km, n'arrivent à détecter ses installations militaires. En dépit de sa stature de onzième puissance économique mondiale, Séoul doit donc adapter ses options stratégiques, dont sa relation avec la Corée du Nord, avec celles de deux grandes puissances rivales, la Chine et les États-Unis.

La Chine et la Corée du Nord : des relations compliquées par le « facteur nucléaire »

Le Traité d'amitié et de coopération signé entre les deux pays en 1961 stipule que la Chine se porterait au secours de Pyongyang en cas d'attaque. Toutefois, si l'intervention de la Chine de Mao a été décisive durant la guerre de Corée, le leadership chinois comme l'opinion publique du pays ne sont plus disposés à soutenir Pyongyang à n'importe quel prix depuis le début des essais nucléaires nord-coréens en 2006.

L'utilité stratégique de Pyongyang et sa fonction de zone tampon restent cruciales pour Pékin qui, confrontée aux aléas de la relation américano-nord-coréenne, s'efforce de temporiser, pour éviter toute crise. Si la Chine ne peut approuver le développement du programme balistique et nucléaire nord-coréen, elle ne veut pas non plus appliquer trop strictement les sanctions internationales qui affaibliraient le régime nord-coréen et précipiteraient son effondrement. D'ailleurs, elle bénéficie des sanctions qui renforcent sa main dans le commerce avec la Corée du Nord, notamment dans le secteur minier. Mais cette dépendance est mal vécue par l'actuel jeune dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, dont la posture a été renforcée par l'établissement de liens directs avec le Président Donald Trump. Pragmatique, Pékin défend un processus de dénucléarisation graduelle de la Corée du Nord qui verrait en parallèle une levée progressive des sanctions. Elle est notamment favorable à la signature d'un traité de paix qui mettrait fin au régime d'armistice hérité de la guerre de Corée. Elle espère ainsi obtenir un allègement de la présence militaire américaine à sa porte.

CF Marianne Péron-Dolse
chercheur Asie du Nord à l'IRSEM